

Allemagne : pour sortir de l'affaire Sarrazin, le SPD réfléchit à des quotas d'immigrés

Toujours distancé dans les sondages et dans les urnes, le Parti social-démocrate est également atteint par un scandale de financement politique concernant l'ancien chancelier Gerhard Schröder

Berlin
Correspondant

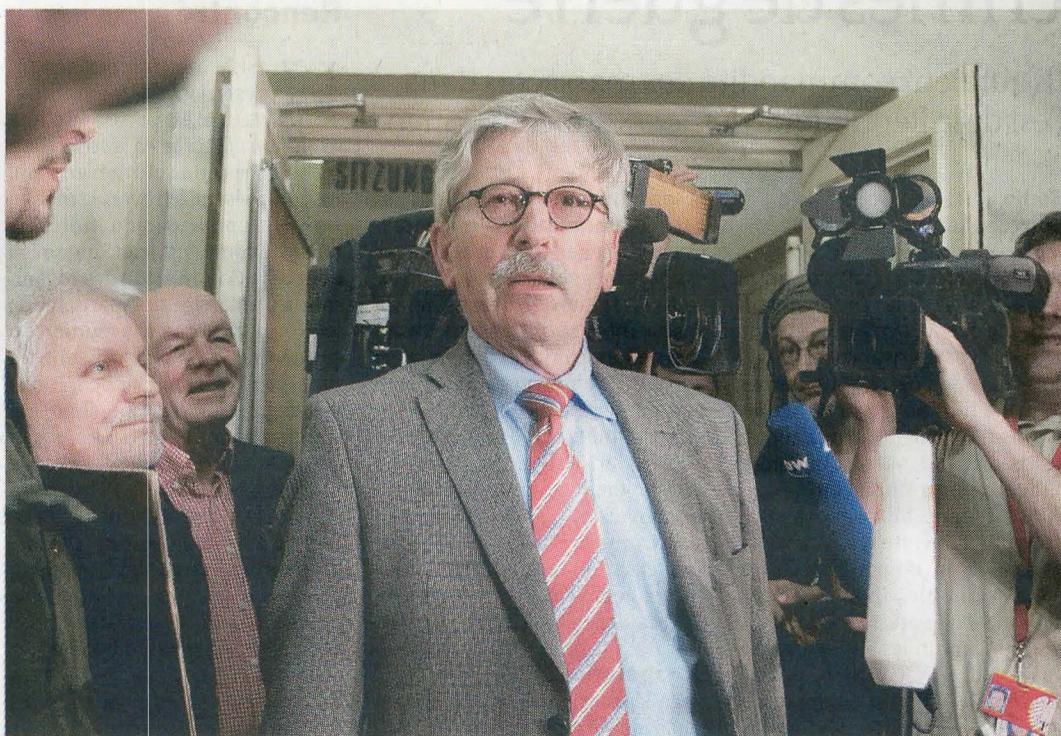
À l'avenir, le Parti social-démocrate allemand devrait avoir au moins 15% d'immigrés dans ses instances dirigeantes. C'est en tout cas la proposition que son président, Sigmar Gabriel, devrait faire lors du prochain congrès, en décembre. Actuellement, 14% des 502 000 adhérents du parti sont immigrés ou issus de l'immigration – la moyenne nationale est de 19% – mais aucun d'eux ne figure dans les instances dirigeantes.

Cette annonce, faite lundi 2 mai, apparaît surtout comme une tentative de sortir par le haut de l'affaire Sarrazin. Adhérent du SPD depuis quarante ans, Thilo Sarrazin a publié, fin août 2010, un brûlot intitulé «*Deutschland schafft sich ab*» («*l'Allemagne court à sa perte*») dans lequel cet ancien ministre des finances de Berlin et, à l'époque, membre du directoire de la Bundesbank, dénonçait l'invasion du pays par les musulmans. Par ailleurs, il évoquait un «*gène juif*».

Révoqué de la Bundesbank à l'automne 2010, M. Sarrazin était menacé d'exclusion du SPD. Le président du parti, Sigmar Gabriel, estimait qu'un homme qui liait race et inégalités n'avait rien à y faire. Mais, jeudi 21 avril, la commission chargée de trancher le sort de Thilo Sarrazin en a décidé autrement. Jugeant suffisant que celui-ci revienne en partie sur ses propos dans une lettre destinée au SPD, la commission présidée par la secrétaire générale du SPD, Andrea Nahles, a estimé que M. Sarrazin pouvait rester adhérent.

Depuis, les critiques pleuvent sur cette dernière, accusée d'avoir privilégié l'unité du parti avant le renouvellement du mandat du maire SPD de Berlin, en septembre, au détriment des valeurs sociales-démocrates.

Alors que les militants pro-Sarrazin avaient donné de la voix en septembre 2010 lorsque son exclusion semblait imminente, aujourd'hui, ce sont les anti-Sarrazin, notamment des responsables musulmans ou juifs, qui mena-



Thilo Sarrazin, à un meeting du SPD, le 21 avril à Berlin. TOBIAS SCHWARZ/REUTERS

cent de rendre leur carte. M. Gabriel soutient formellement sa jeune adjointe, mais précise qu'elle ne lui a pas demandé son avis et indique qu'il aurait préféré que la commission des sanctions parvienne à une autre conclusion.

Depuis un mois, les Verts dépassent le SPD de plusieurs points dans les sondages

Les relations qui n'ont jamais paru très bonnes au sein de ce tandem constitué en 2009 sont donc encore plus tendues. Elles le sont d'autant plus que M. Gabriel, a priori candidat logique pour le poste de chancelier, ne décolle pas dans les sondages. Seuls 44% des Allemands lui font confiance, selon le dernier sondage de l'institut Forsa publié par le magazine *Stern*, alors que 55% accordent leur confiance à la chancelière chrétienne-démocrate (CDU) Angela Merkel et 56% à Frank-Walter Steinmeier, président du groupe SPD au Bundestag.

Mais celui-ci est également pris

dans la tourmente. La chaîne de télévision WDR a révélé, le 28 avril, qu'en 1998, Gerhard Schröder, qui se représentait à la tête de l'Etat-région de Basse-Saxe, aurait bénéficié d'un soutien plus important qu'avoué d'un homme d'affaires dénommé Carsten Maschmeyer. Celui-ci serait passé par un prête-nom pour financer une campagne publicitaire de 150 000 marks (environ 76 000 euros) en faveur du futur chancelier. Une pratique non autorisée mais qu'aurait approuvée M. Steinmeier, à l'époque responsable de l'administration de la Basse-Saxe.

Depuis cette révélation, et malgré les démentis de M. Maschmeyer, tous les partis exigent que M. Steinmeier s'explique. Le Bundestag pourrait lancer une commission d'enquête. L'affaire est d'autant plus sensible que M. Maschmeyer, dirigeant d'une société de placements financiers, a largement bénéficié d'une des réformes les plus contestées du gouvernement Schröder : la mise en place de fonds de pension privés.

Ce déballage d'histoires anciennes ne va pas arranger les affaires du SPD. Un an et demi après sa

débâcle aux élections législatives, il se confirme que son résultat (23%) n'avait rien d'accidentel. Si les Allemands devaient voter ces jours-ci, le SPD obtiendrait 22% des voix, selon le sondage de Forsa, publié le 27 avril. Moins que la CDU-CSU de M^{me} Merkel (31%), elle aussi en perte de vitesse, mais également moins que les Verts (27%).

Depuis un mois, les Verts dépassent le SPD de plusieurs points, une situation inédite. Ceux-ci ont le vent en poupe, comme en témoigne l'Etat-région (Land) du Bade-Würtemberg où les deux partis ont remporté, au sein d'une coalition, le 27 mars, les élections. Mais les Verts sont arrivés en tête, ce qui va leur permettre de présider un Land, une première en Allemagne.

Seule consolation pour le SPD : son jeune dirigeant régional, Nils Schmid, montre l'exemple en nommant une Allemande d'origine turque, Bilkay Öney, 40 ans, ministre de l'intégration du Bade-Würtemberg. Ce ne sera toutefois pas une première au niveau national : la CDU d'Angela Merkel a déjà fait de même en Basse-Saxe. ■

Frédéric Lemaître